

BULLETIN CRITIQUE

Philippe MARTEL, *Les Félibres et leur temps. Renaissance d'oc et opinion (1850-1914)*, Pessac, Presses de l'université de Bordeaux, 2010, 689 p.

Monument

C'est un monument qu'a publié Philippe Martel en 2010. En offrant aux lecteurs un condensé de la thèse de doctorat qu'il a soutenue il y a presque vingt ans, enrichi par les multiples travaux qu'il a menés depuis sur la revendication occitane, il a composé une véritable somme sur le Félibrige, et plus largement sur la vie intellectuelle du Midi de la France au XIX^e siècle. La première partie de son livre, qui pose le décor devant lequel va se dérouler l'action félibréenne entre 1815 et 1914, est un tableau sans équivalent de la situation socioculturelle des pays occitans de l'époque. Mais, au-delà de ce morceau de bravoure, et de l'imposante épaisseur du volume, dans laquelle on taille facilement sa route en suivant la plume alerte de l'auteur, c'est la densité des connaissances et la qualité de la réflexion qui en font une pièce majeure de l'historiographie méridionale. D'autant qu'elle prend à bras-le-corps un sujet délaissé des historiens français, qui, comme le signale l'auteur, aveuglés par le « sens commun » et par l'idéologie nationale qui les enveloppe, ont du mal à concevoir la pratique d'une langue minoritaire autrement que comme la marque d'un archaïsme, et sa défense comme un symptôme réactionnaire. Le constat d'une méprise qui devrait questionner les fondements mêmes de l'histoire culturelle française, tant elle oublie que la France du XIX^e siècle n'est pas un pays monolingue, et que son homogénéité culturelle n'a été conquise qu'au prix d'une lutte dont personne ne veut écrire le récit, alors qu'il s'agit d'un phénomène historique majeur.

Tout sur le Félibrige

Se défendant de faire une histoire totale du Félibrige, et tâchant de ne pas trop s'attarder sur la vie interne de l'organisation, Philippe Martel veut avant tout décrire la réception des initiatives félibréennes en France et dans le Midi. Pourtant son intelligence du sujet est telle que son livre est le plus complet de ceux parus sur le mouvement mistralien, celui qui, révisant toutes les idées fausses qui continuent d'avoir cours à son endroit, dresse le tableau le plus précis de son personnel et de son projet. Non le Félibrige n'est pas une secte contre-révolutionnaire, vitupérant contre le monde moderne, et dressant face à sa décadence culturelle la pureté morale des mœurs paysannes. Il y a en son sein des enthousiastes du progrès et des poètes prêts

à toutes les audaces. Non le Félibrige n'est pas un cercle de nantis, mais un groupement plus populaire que ne peuvent l'être les sociétés savantes de l'époque, qui reflète l'émergence d'une classe moyenne méridionale constituant ses plus gros contingents. Non le Félibrige n'est pas un ramas de scribouilleurs frustrés, qui auraient embrassé la cause de la langue d'oc faute d'avoir pu percer dans le monde des lettres françaises, mais une association dont les membres ont, dans l'ensemble, réussi leur ascension sociale, et qui ont décidé d'écrire en occitan par choix. Un choix solidaire du projet félibréen, que Philippe Martel qualifie de « nationalitaire », et qui vise à faire reconnaître l'existence d'une population occitane identifiée par sa culture et son histoire, sans être « nationaliste », puisqu'il ne refuse pas l'intégration de ce peuple à la nation française qui se construit alors.

Le problème est que les fondations de la communauté occitane sont menacées de s'effondrer devant les yeux des Félibres. La langue d'oc, qui seule peut constituer un ciment pour la conscience occitane, quoique encore parlée par la majorité de la population du Midi de la France, est abandonnée par les classes supérieures et par celles qui aspirent à s'élever socialement. Annonçant un mouvement dont les Félibres prévoient le résultat, elles lui préférèrent le français, langue officielle soutenue par tout le poids de la machine étatique, et délaissent la langue vernaculaire sur laquelle elles répètent l'antienne des intellectuels parisiens en lui déniaient tout avenir et en ne voyant dans sa pratique qu'un stigmate d'arriération. Il s'agit donc, pour les Félibres, de rétablir l'image de la langue d'oc auprès de ses locuteurs en lui construisant une littérature moderne. Et, pour être sûr que leur effort de restauration linguistique sera appréciée à sa juste valeur, de le faire adouber par le monde des lettres parisien qui domine de si haut le champ intellectuel français. Paris, justement, semble d'abord faire un bon accueil à l'entreprise félibréenne, lorsqu'elle fête *Mirèio* en 1859. Mais l'engouement pour les productions en langue d'oc y faiblit rapidement, et l'hostilité n'hésite plus à se manifester à l'encontre du Félibrige, que l'on n'hésite plus à accuser de travailler à la désunion nationale à partir des années 1860. Surtout, précise Philippe Martel, que les réactions soient favorables ou pas, jamais elles ne s'affranchissent d'une certaine façon de penser la langue d'oc comme survivance d'une culture surannée, jamais non plus elles ne considèrent la revendication culturelle des Félibres en elle-même, mais l'interprètent toujours en fonction de présupposés idéologiques qui lui sont étrangers. Ainsi la droite légitimiste félicitera souvent l'organisation provençale de participer à la moralisation du peuple en lui parlant sa vieille langue, alors que la gauche républicaine, plus réticente, lui accordera, quand elle ne la taxe pas d'agir en auxiliaire de la réaction, d'aviver l'amour de la petite patrie, préalable nécessaire à l'amour de la grande. Quant à l'opinion méridionale, elle ne fait pas preuve de plus de discernement, et ses réactions recourent celles de l'opinion parisienne. Aussi Philippe Martel doit-il conclure que le Félibrige n'a eu qu'un impact réduit sur la société dont il cherchait à défendre la culture et sur sa perception de la langue d'oc.

Expliquer l'échec

Après avoir défini le projet du Félibrige, Philippe Martel tâche d'expliquer l'échec de sa tentative visant à réhabiliter l'image et l'usage de la langue d'oc. Il y a des causes internes à ces mécomptes. Le manque de moyens de l'organisation d'abord, qui ne lui permet même pas d'entretenir un bulletin régulier, et encore moins de mener des campagnes de propagande. Impuissance accrue par le fait que les écoles félibréennes,

les cercles locaux associés au Félibrige, sont plus peuplés et plus riches que la maison mère, qui a du mal à coordonner les actions de ces groupes dont la conscience et les intérêts ne dépassent pas un horizon très limité. Pas plus qu'il ne parvient à pointer une direction commune aux multiples compagnies érudités qui lui sont affiliées, le Félibrige ne sait nouer de relations fructueuses avec les édiles des pays d'oc. Négligeant ce travail prosélyte, il trouve peu de relais pour défendre ses revendications sur le terrain politique, ou pour mettre en œuvre des mesures pratiques de promotion de la langue d'oc. De toute façon l'hétérogénéité politique du Félibrige l'empêche de tenir une ligne claire en ce domaine, comme le prouve le fiasco de la campagne fédéraliste de 1892, qui trouve le soutien d'une curieuse coalition de la droite et de la gauche la plus extrême du Félibrige, mais se heurte à l'hostilité des républicains modérés. Et puis il y a les causes qui ne dépendent pas de l'association mistralienne. Les pesanteurs du champ intellectuel français et des valeurs qui y ont cours, quand lettrés et savants parisiens ne veulent voir dans l'entreprise félibréenne que le chant du cygne d'une langue inutile à la modernité et vouée à la disparition. Le « mur imperméable » de l'idéologie nationale française est son rejet frénétique de la diversité culturelle.

Rendre à César

Ce dernier point est souligné en bout de course par Philippe Martel, dans une conclusion où se mêlent analyse historique de la situation délicate dans laquelle s'est trouvée le Félibrige, alors que l'action politique lui était interdite et que ses idées ne trouvaient d'écho pas plus auprès de la société locale que des intellectuels français, et considérations plus personnelles sur le jacobinisme ou la revendication occitane. Il est de ceux qui invitent le plus au débat lorsqu'on a refermé son *opus magnum*. On nous permettra de l'ouvrir en relevant ce qui nous paraît être une contradiction dans la réflexion de Philippe Martel, entre l'affirmation réitérée que l'action du Félibrige n'est pas comprise par les élites françaises, qui n'y voient qu'un tour de chant folklorique, et son invocation finale de l'idéologie nationale française comme raison de leur surdité aux plaintes réclamant reconnaissance pour les cultures minoritaires. Il nous semble au contraire que les tenants de la nation française ont bien compris que le Félibrige leur posait une question politique, et même une question politique fondamentale, mettant en cause l'organisation de l'État et la nature de la nation française. Que c'est parce qu'ils l'ont bien compris qu'ils ont tout fait pour la discréditer, en la critiquant comme séparatiste et en obligeant périodiquement les Félibres à faire allégeance à la nation française, en l'intégrant à leur propre propédeutique nationale comme exaltation de la petite patrie ou des traditions ataviques, ou encore en lui déniait toute dimension politique. Autrement dit, la folklorisation du Félibrige n'est pas le seul résultat de son incapacité à se faire entendre, et de l'inintelligence de l'intelligentsia française. Il est celui d'un rapport de force entre un État qui veut imposer l'homogénéité culturelle des populations qu'il administre, servi par ses relais, intellectuels organiques et machineries administratives de toutes sortes, et une organisation qui lutte pour porter une autre vision de la nation, plurielle, mais se trouve acculer à vivre dans l'espace étroit que lui dessine le pouvoir.

En éludant cette possibilité d'un Félibrige mort par strangulation plutôt que par faiblesse constitutive, en s'escrimant, après Robert Lafont, à laver le vocable « jacobinisme » de ses connotations brutalement centralistes, en n'utilisant jamais dans son

ouvrage celui de « nationalisme » lorsqu'il s'agit de qualifier l'inspiration des architectes du projet national français, Philippe Martel se situe dans une des traditions les plus affirmées de l'intelligentsia occitane depuis 1945. Celle d'un occitanisme progressiste qui rechigne à faire la critique de la construction nationale française. Critique au sens d'examen cru, celle qui dévoile l'œuvre du nationalisme sous les entreprises de nationalisation, en France comme ailleurs. Reste que si nous aurions souhaité que ce tabou fût brisé, nous ne pouvons conclure qu'en exprimant notre gratitude à l'auteur pour un livre si plein d'intelligence et de finesse qu'il restera pour longtemps une référence.

Nicolas BERJOAN